

LE CULTURALISME BAS-CASAMANÇAIS

Les récentes émeutes qui se sont déroulées dans la capitale régionale de la Casamance — région la plus méridionale du Sénégal — ne traduisent pas un simple mécontentement temporaire des habitants des départements d'Oussouye, Bignona et Ziguinchor. Même si leur déclenchement s'explique davantage par une exaltation des esprits que par une action concertée et organisée, ces manifestations expriment la permanence de la marginalité sociale et de la spécificité culturelle des populations de Basse-Casamance et, spécialement, des membres du groupe ethnique diola. La présentation du déroulement des derniers événements et de leur origine illustre très largement la permanence des tensions.

Depuis 1980, les populations diola des départements d'Oussouye, de Ziguinchor et, dans une moindre mesure, de Bignona, ont manifesté à quatre reprises de façon violente leur mécontentement. Les deux premières fois, à l'occasion des insuffisances pédagogiques notoires constatées au lycée Djignabo de Ziguinchor, trois professeurs affiliés au SUDES étaient enlevés. Des heurts violents éclatèrent entre les lycéens en grève soutenus par les femmes diola — qui culturellement disposent d'une réelle autonomie et d'un rôle religieux et donc social essentiel dans ces sociétés encore fortement imprégnées d'animisme — et les forces de l'ordre (janvier 1981). Dans le même temps, et toujours à propos de problèmes scolaires, des troubles éclataient à Oussouye. Le calme ne fut ramené qu'après que le gouvernement eut décidé de satisfaire les revendications des populations. Un lycéen avait été tué. Incontestablement ces premières irruptions ont fait resurgir toutes les frustrations contenues depuis les années 1970 et ont suscité le développement de mouvements de fond contestataires et revendicatifs, concertés et globaux, à partir de 1982.

Le 26 décembre 1982, après la réapparition, sous l'impulsion théorique de l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) qui reprenait ainsi le nom de l'ancien parti régional animé par Émile Badiane, une manifestation essentiellement formée de populations diola éclatait brutalement à Ziguinchor. Partis du bois sacré de Diabir et menés par des femmes diola, environ 1 000 individus portant des armes traditionnelles réussissaient à s'emparer de la gouvernance et à remplacer le drapeau sénégalais par l'emblème de la Casamance. Les autorités qui, prévenues à l'avance de l'éventualité d'une action, avaient procédé à l'arres-

tation des principaux leaders locaux avant même la manifestation, purent rétablir rapidement la situation. Plus de 100 personnes furent arrêtées, quarante-huit d'entre elles étant relâchées avant le mois d'avril. Depuis lors, la région semblait apaisée, encore que de nombreux problèmes, notamment fonciers, continuaient à se poser.

Le 6 décembre 1983, alors que la Cour de sûreté de l'État statuait sur le sort des quarante et un indépendantistes toujours incarcérés depuis l'année précédente et accusés d'atteinte à l'intégrité du territoire, un nouveau conflit violent éclatait. Au cours d'une intervention des forces de sécurité pour disperser une réunion interdite de sympathisants du MFDC dans le bois sacré de Diabir près de Ziguinchor, trois gendarmes étaient tués et quatre autres blessés. Cinquante personnes devaient être arrêtées, les autres participants à la réunion se dispersant avant de se regrouper à nouveau dans le bois sacré de Bourofaye au sud de Ziguinchor. Sur ces faits, la Cour de sûreté de l'État rendait ses décisions concernant les « autonomistes casamançais ». La publication, le 14 décembre, des verdicts, pourtant relativement cléments, devait provoquer quatre jours plus tard les plus violentes émeutes qu'ait connues la région, en survoltant les esprits. Le 18 décembre, des groupes constitués en majorité de Diola et provenant du bois sacré de Bourofaye, se dirigeaient vers la gouvernance et les installations de l'ORTS, ainsi que vers la gendarmerie. Les forces de sécurité, en alerte depuis quelque temps et récemment renforcées, parvenaient à s'opposer avec succès aux émeutiers. L'insécurité devait cependant persister quelques jours encore aux environs de Ziguinchor. Le bilan officiel déjà lourd (24 morts, 80 blessés), semble cependant largement au-dessous de la vérité ; d'autant que des règlements de comptes auraient eu lieu entre les différentes tendances des émeutiers au cours des rassemblements dans les bois sacrés. La police devait opérer cent trente-sept arrestations. A la suite de ces événements, le poste de gendarmerie d'Oussouye fut la cible de coups de feu durant la nuit du 22 décembre. Depuis lors la tension semble s'être à nouveau apaisée.

Ce mécontentement ouvert et permanent des populations diola ne peut s'expliquer par le seul recours à la notion d'ethnisme. Certes, les diverses manifestations empruntent largement aux traditions diola : les émeutiers — pour l'essentiel des paysans — se rassemblent au sein des bois sacrés où sont échangés les serments traditionnels, les femmes défilent en tête, nues, suivies des hommes armés d'arcs et de flèches empoisonnées et arborant des fétiches... Cependant cette approche est par trop réductrice. Une explication peut être proposée en se référant à un ensemble d'éléments se polarisant tous autour du concept de marginalité et valorisant l'idée d'un mécontentement structurel des populations, au détriment d'une explication conjoncturelle.

La Basse-Casamance a toujours constitué une région en marge du Sénégal. L'origine et les traditions culturelles des Diola sont très proches de celles des groupes a-étatiques — sinon anti-étatiques — de Guinée Bissau (Papel, Diola, Mancagne, Mandjack) et valorisent l'individualisme, la xénophobie, l'esprit de groupe et la méfiance ; autant de valeurs qui se trouvent aujourd'hui confrontées avec l'islam et l'administration. Cette spécificité, préservée et renforcée par la grande difficulté de pénétration de la région et l'absence de relations historiques avec les royaumes sénégalais du nord, a été amplifiée par les conditions mêmes de la colonisation. Tandis que les autorités françaises ont longtemps hésité sur le statut à attribuer à cette région (un statut spécifique lui étant réservé jusqu'en 1934), la constitution de l'enclave gambienne créait un isolement physique de la région, qui renforçait encore le sentiment de marginalité.

La confrontation du système étatique hiérarchisé colonial, puis sénégalais, avec les sociétés anti-étatiques diola, s'est traduite par une succession de heurts et de révoltes issus de l'incompatibilité des deux types d'organisation. L'administration, incapable de pénétrer réellement dans les villages, n'a pu recourir qu'exceptionnellement à des personnalités ou à des organisations locales. L'implantation croissante de l'islam en Basse-Casamance, particulièrement dans le département de Bignona, ne s'est pas traduite par l'apparition de marabouts prestigieux. De même, l'Église catholique, bien implantée dans la région, n'est pas non plus susceptible de canaliser les demandes des populations. Quant aux partis politiques, notamment le Parti socialiste et le Parti démocratique sénégalais, ils restent largement marginalisés, et ce même s'ils font une place non négligeable au sein de leurs appareils aux Casamançais.

Cette incapacité générale de communication résulte de l'absence de références communes susceptibles de régulariser les relations entre, d'un côté, des organisations structurées, hiérarchisées et personnalisées, et, d'autre part, des structures sociales fluctuantes, individualisées, individualistes et égalitaires. La spécificité sociale et culturelle des Diola explique la marginalité de la région. Celle-ci se traduit notamment par le sous-développement considérable des potentialités agricoles ; c'est ainsi que les réelles possibilités d'agriculture vivrière de la Casamance sont abandonnées au profit de l'extension des cultures de rente favorisées par le gouvernement. Au plan social, cela se traduit par la médiocre qualité de l'enseignement, l'insuffisance de l'encadrement social et, surtout, par l'accaparement du commerce — délaissé pour des raisons culturelles par les Diola — par les « immigrés nordistes ». Surtout, la politique de rotation des fonctionnaires et notamment des membres de l'administration préfectorale, instaurée au Sénégal pour limiter les pratiques de corruption, provoque des effets dysfonctionnels en Casamance. En effet, elle met en contact avec des populations aux cultures anti-étatiques, des fonctionnaires venus du Nord, intégrés dans

des systèmes de valeurs structurés et hiérarchisés, qui n'arriveront pas, faute d'intérêt (ils ne feront pas carrière en Casamance) et faute de temps, à s'adapter à un tel environnement. Les tensions qui en résultent expliquent largement le sentiment de frustration des populations et notamment la dénonciation du « colonialisme sénégalais ».

L'impossibilité de compréhension ainsi que l'absence d'intégration des populations au sein de structures d'encadrement modernes, para-modernes ou traditionnelles, se manifestent par une tendance réelle à l'auto-organisation des villages diola qui assurent la création d'infrastructures scolaires, sociales ou agricoles en dehors des interventions de l'administration. Depuis une dizaine d'années, certains départements ministériels (promotion humaine, tourisme), moulent leurs interventions dans les modalités d'organisation des sociétés locales. Cependant les autres administrations et notamment les entreprises publiques de développement continuent d'agresser les Diola dans ce qu'ils ont de plus précieux : leur rapport à la terre.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que certaines personnalités locales aient tenté, et dans une certaine mesure réussi, à mobiliser la population, notamment en manipulant des organisations valorisant la spécificité culturelle et l'orgueil local, telles que le Casa-sport ou certaines associations culturelles (Kelimak, Esu Kula...). Dans tous les cas, les populations n'ont pas été manipulées par les cadres, le rôle de ces derniers ayant essentiellement consisté à organiser le mouvement de fond. La revendication localiste ne doit pas s'interpréter comme une volonté de remettre en cause l'intégration nationale de la région mais comme la manifestation d'une mauvaise intégration politique des populations. Après les émeutes du 26 décembre 1982, le gouvernement avait réagi en élaborant un plan spécial de développement et en intégrant dans le gouvernement de jeunes Casamançais non compromis dans des intrigues politiques et plus représentatifs.

Mais la solution du problème nécessite surtout la réalisation d'une meilleure compatibilité entre le système central de gestion sociale et les modalités d'organisation des sociétés locales, qui seule permettra l'intégration politique des populations. De même qu'il existe des techniques appropriées de développement, n'est-il pas temps de considérer l'organisation bureaucratique comme une innovation sociale et technique nécessitant en tant que telle des adaptations en fonction des sociétés à gérer ?

D. Darbon